

<https://www.fakirpresse.info/le-monde-du-silence-1369>



Le monde du silence

- Le Journal - Enquêtes et reportages -



Date de mise en ligne : mercredi 2 octobre 2019

Copyright © Journal Fakir - Tous droits réservés

**À Mourenx, au pied des Pyrénées, pas question de froisser les employeurs.
Alors, entreprises, organismes publics, élus, tous cachent les méfaits de la pollution industrielle, et les scandales sanitaires.**

Chrystel m'avait envoyé un mail, quelques jours plus tôt : « *J'ai appris que vous veniez sur Mourenx, j'ai des choses à raconter.* » Elle habite avec sa famille dans le bassin de Lacq, entre Atlantique et Pyrénées. Là où Sanofi, pour fabriquer la Dépakine, a rejeté dans l'atmosphère, pendant des mois, des années, des décennies en fait, des substances cancérigènes, mutagènes, 190 000 fois plus que la norme autorisée. Là où les usines chimiques semblent s'être donné rendez-vous pour recracher leurs parfums dans l'air.

Chrystel, donc, voulait parler.

« Etudes » et « terroristes ». Vendredi 12 octobre, 16h00. Chez Chrystel.

Prendre la départementale, longer l'usine dans la vallée, puis sur la droite, et tout droit.

Je cherche, tourne, demi-tourne, j'ai aucun sens de l'orientation.

Sur la route, une camionnette est garée sur le bas-côté. Deux techniciens en gilets orange s'affairent, gratouillent le sol. Je m'arrête, pour demander mon chemin. Ils me l'indiquent.

« *Et, par curiosité, vous faites quoi, là ?* je demande.

- *Des prélèvements. On fait ça tout le temps, ici. Au moins tous les mois.*

- *Mais pourquoi ?*

- *A cause des métaux lourds. Y en a partout, ici, dans l'eau, partout, dans la nature. Alors, on mesure. »*

La ferme de Chrystel s'étend trois cents mètres plus loin. On s'installe dans sa cuisine, sur la grosse table en bois, au milieu de piles de dossiers.

Elle a la soixantaine, les cheveux courts, l'air déterminé.

« *On voyait bien qu'il y avait des usines, des fumées partout, mais on ne nous a rien dit, on ne nous donnait pas d'infos. Quand on demandait aux élus, ils nous disaient "Non non, pas de problème, vous pouvez acheter !". Moi, assez vite, j'ai eu le nez et la gorge qui piquaient. Nos trois enfants sont asthmatiques, ça les a pas arrangés. A l'école tous les enfants, tous, prenaient de la ventoline.*

- *Et vos enfants, à vous ?*

- *L'une de mes filles, elle avait du pus dans les yeux, tellement qu'elle pouvait se gratter directement avec l'ongle dans l'oeil. A 21 ans, elle a fait une grosse crise, avec bronchospasmes. Elle a fait cinq jours d'hôpital. Une autre a fait une fausse couche en début d'année. Il y avait une malformation du fœtus. Avant ça, elle avait travaillé au Carrefour Market, à 200 m de Sanofi.*

- *Et vous ?*

- *Moi, vous savez ce que m'a demandé mon pneumologue ? De "m'exposer le moins possible, de partir tous les week-ends loin de Mourenx". Mais c'est pas possible, ça. Et ceux qui ont une petite retraite, comment ils font ? Je suis retournée récemment le voir : ma courbe de capacité respiratoire a encore baissé.*

- *Et quelqu'un, un organisme, une autorité de santé, les mesure, ces symptômes ? »*

Elle fouille dans ses dossiers, et m'en ressort des feuilles immenses, des centaines de lignes empilées.

« *Oui, ils ont dit, un jour, qu'ils allaient faire une étude...*

- *Ah, quand même.*

- Dans le voisinage, on nous a demandé de noter, heure par heure, les odeurs ou les effets physiologiques qu'on ressentait. On a fait ça pendant des mois et des mois, en permanence. Regardez : 91 % des journées ont fait l'objet d'observations en 2016 et 2017. Et le résultat, c'est que c'est tout le temps, les peaux qui s'irritent, les yeux qui pleurent. »

Je repère un logo sur les feuilles.

« C'est quoi, ça, "Indulacq" ?, je demande, en ayant un peu peur de la réponse.

- C'est le regroupement des industriels du coin.

- C'est eux qui organisent l'étude ?

- Ben oui.

- Donc ils vous font remplir tout ça pendant des mois, et vous leur rendez les résultats ?

- Oui.

- Et après ?

- Rien. Si, ils s'engagent à "faire d'autres études". Ou à faire des travaux, mais ça leur coûte une blinde, alors ça traîne. Le temps des industriels n'est pas celui des riverains.

- Mais les élus, ils ne disent rien, quand les habitants leur remontent tout ça ?

- Déjà, les gens ne parlent pas, car beaucoup d'emplois sont en jeu. Ils ont peur. "Vous allez conduire à la fermeture du site, après, vous viendrez vous plaindre", ou "C'est bien ce que tu fais, mais moi mon frère travaille chez eux, je ne peux pas", c'est ce qu'on me dit. Et les élus, ils nous disent que sans les industriels, ici, on ne serait rien. David Habib, le député, il m'a dit "Vous le saviez quand vous avez acheté ici" ! Son refrain, c'est "Nous, ici, on a la culture du risque". Il a même traité les associations de riverains de "terroristes". Début juillet, y a eu une réunion de la Commission de suivi de site. Y avait monsieur le Préfet, les élus, des maires, et des industriels. Moi, j'ai pas assez d'expérience pour parler devant tout ce monde. Les élus devaient le faire. Mais y en a pas un qui a posé une question pertinente. Pas un. Je suis ressortie de là sidérée. Ils nous baladent. »

« Les moutons à cinq pattes » Mourenx, lundi 15 octobre, 9h00. Cabinet du docteur Balasque.

A Mourenx, en pleine ville cette fois, le docteur Marie-Christine Balasque tient son cabinet à la lisière d'un quartier populaire, entre PMU et barres d'immeubles.

« Un épisode m'a choquée, vraiment. Il y a quelques années, on nous demande de faire une formation spécialisée, pour remplacer une compagnie de pompiers qui partait. Moi, je pensais qu'on allait nous donner des éléments sur les risques toxiques et sanitaires dans le bassin de Lacq. J'ai posé des questions sur le sujet, mais on m'a répondu : "Non, on n'en parle pas, secret industriel." Alors, on se dit qu'on nous cache des éléments. Mais on n'a pas de preuves.

- Y a pas d'études sanitaires, épidémiologiques, ici ?

- Non. Rien... »

C'est l'eldorado des industries, dans le coin. Quatre pôles sur quelques kilomètres carrés, parsemés d'usines chimiques qui crachent leurs résidus à longueur d'années, depuis un demi-siècle. Et dans la population, des fratries dont tous les enfants sont autistes, une explosion des cancers rares chez les jeunes, de démence ou de maladie d'Alzheimer. « Là, actuellement, c'est les cancers du pancréas, ça monte en flèche, on ne sait pas pourquoi. Des moutons à cinq pattes, on en a trop, ici... »

Mais d'études pour comprendre tout ça, pourquoi, faire le lien entre pollution et problèmes sanitaires, malformations, démences, mortalité : aucune.

Ou plutôt si. Mais elles restent cachées.

Quand les associations environnementales ou les riverains en arrachent une, des passages entiers sont noircis, biffés, impossibles à lire. Officiellement pour « raisons de sécurité ». Impossible d'en tirer parti. En 2002, une « Etude géographique du risque sanitaire autour du bassin de Lacq » avait été produite par l'Institut de santé publique, d'épidémiologie et d'environnement : elle avait mis en lumière une surmortalité locale. Mais personne n'avait eu

connaissance de son existence ! Elle n'est apparue que douze années plus tard... Lors d'une réunion avec l'antenne régionale de la Cour des comptes, en 2014, Cathy Soublès, de la Sepanso, une asso environnementale, la découvre par hasard : « *Je suis tombée des nues* », se souvient-elle. Une autre étude épidémiologique, promise pour juin 2018, n'a toujours pas été publiée.

« *J'ai l'impression que l'omerta a gagné beaucoup de médecins, songe Marie-Christine. Un patient de 79 ans s'est entendu dire par un collègue "L'espérance de vie ici est de 75 ans, vous avez déjà gagné quatre ans, faut pas se plaindre".* »

Omerta : le mot reviendra sans cesse, à Mourenx. Pour qualifier l'attitude des industriels, bien sûr. Des pouvoirs publics, aussi. De la population, souvent, qui vit comme partout avec au-dessus de sa tête l'épée de Damoclès du chômage. Face à ce silence, les firmes, elles, sont bavardes : « *De la communication des entreprises, ça, oui, il y en a, sourit la médecin. Depuis que l'Arsil, l'association de riverains, s'est montée, on reçoit sans cesse des bulletins des entreprises. Ils nous disent qu'il n'y a pas plus de rejets qu'avant, que les associations nous manipulent...* »

La règle du jeu Vendredi 15 octobre, 22 heures. Sur la plateforme.

Trois heures que je suis là, sur le parking de l'usine, à me les peler.

Le spectacle est lunaire : en pleine nuit, ces bâtiments effilés, hyper modernes, qui crachent des fumées, blanchissant l'obscurité, pendant que les machines rythment le silence.

Je planque. « *Faites gaffe, ils virent tous ceux qui viennent poser des questions sur le sujet* », m'ont prévenu les premiers employés à sortir. « *La sécurité va venir vous chercher.* » Un trio de collègues quitte les lieux, pas de chez Sanofi, mais de l'usine juste à côté. On leur dit quoi, à eux, sur le risque sanitaire ? « *Quand il y a eu le problème, la direction nous a convoqués, raconte un gars tout fin et chevelu. Elle nous a dit qu'on était impactés, mais seulement à 27 %. Je me demande bien comment ils l'ont trouvé, ce chiffre...* » Un autre, petites lunettes et pull en laine : « *C'est tombé sur Sanofi, mais si vous veniez ici la nuit, le week-end, c'est le pire, c'est là qu'ils ouvrent toutes les cuves. Alors oui, on est inquiets, mais on ne saura jamais. Les ouvriers de Sanofi ne parleront pas, ils ont ordre de se taire. Les puissants cachent les choses. C'est la règle du jeu.* »

Une heure plus tard, ça y est : un employé de Sanofi. Le seul qui veuille bien parler...

Rayan, on va l'appeler. Sympa, à s'arrêter pour discuter pendant une demi-heure. Il commence par promettre, d'emblée.

« *On est dans les normes, maintenant, la direction nous a filé les chiffres, et j'y bosse en plein milieu, je vois comment ça se passe. C'était énorme, les travaux qu'ils ont faits, trois millions d'euros ! Mais même avant : il fallait vraiment mettre son nez à dix mètres de la sortie de la cheminée pour en prendre, au-delà de dix mètres, y a plus rien.* »

Sud-Ouest, le canard régional, avait pourtant lâché l'info le matin même : l'usine rejetait toujours ses substances nocives, et toujours beaucoup trop.

Alors, il est embêté, Rayan.

Sa hiérarchie et ce qu'elle lui vend d'un côté, son instinct de l'autre, il me semble.

On se tutoie, maintenant.

« *Moi, tu sais, j'ai une philosophie de vie, il lance : je suis là pour produire un médicament utile pour les gens. M'occuper de leur santé. C'est ce qui me permet de tenir le poste, d'aller bosser à 5h00 du matin, de finir à 22h00 parfois. C'est ça, ma morale. J'ai plusieurs copains épileptiques. La Dépakine, ils en ont besoin pour vivre. Je suis pas là pour ruiner la santé des salariés et des riverains. Et j'ai une gamine, aussi. Si on me dit qu'un riverain a du valproate dans le sang, si c'est vrai... Le médecin du travail m'a dit qu'il n'y avait pas de test pour savoir. Qu'il n'y avait pas d'études...* »

Un silence.

« *Si demain j'apprends que les rejets ont fait du mal à quelqu'un, je vais voir le directeur et je pose ma démission de suite. Parce que c'est l'inverse de tout ce que je veux.* »

Quelques semaines plus tard, la médecine du travail se décidait enfin à mener des études sur les salariés de l'entreprise. Verdict : près d'un sur deux compte effectivement des traces de Dépakine dans le sang, certes inférieures à la norme fixée pour les travailleurs. Là encore, les chiffres restaient tus, confidentiels. C'est ainsi : « *pas d'études* », « *pas de test* », « *pas de preuves* ». Le même refrain qu'on entendait en boucle depuis notre arrivée à Mourenx.

« A la roulette russe » Lundi 15 octobre, 18h00. Chez Charlotte.

Et les riverains, qu'en disaient-ils ?

Les plus concernés en sont réduits à se tester eux-mêmes pour savoir quels produits les empoisonnent. La petite maison coquette que Charlotte et sa famille occupent est collée au site. Plus près, on ne peut pas faire. Elle soupire. « *J'ai entendu des chiffres qui disent qu'il y a 30 % de cancer en plus sur site, vous êtes au courant ? En tout cas, mon mari en a eu un, de cancer, en début d'année. Mais le médecin du travail lui a dit qu'il n'y avait pas de corrélation avec la pollution sur place.* » Mais la nouvelle source d'inquiétude pour le couple et ses enfants en bas âge, aujourd'hui, c'est le valproate. Comme plusieurs de ses voisines, elle a été enceinte en plein pic d'émissions par l'usine Sanofi. Elle et son mari ont porté plainte pour mise en danger de la vie d'autrui. « *Quand on pose la question, à la crèche, à l'école, pour les enfants, les réactions sont hallucinantes, tout le monde se refile la patate chaude. On n'a aucune communication des services de santé de l'Inspection.* »

C'est ainsi, dans le bassin de Lacq : à chaque fois, le même mur, le « *secret industriel* », et maintenant « *le secret des affaires* », pour justifier la loi du non-dit, protéger Sanofi comme les autres. « *Pour nous, l'affaire Sanofi, ça a été le déclencheur. On ne veut plus jouer à la roulette russe. On va déménager.* » Tant mieux pour eux, et pour ceux qui ont la possibilité de les imiter. Quant aux autres, qu'ils meurent à petit feu. Et, surtout, en silence.